

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 LE HAVRE CEDEX  
udlh.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Le Havre, le 19 juin 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/05/2025

### **Contexte et constats**

publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LR PLAST**

Rue JEAN PAUMIER  
76400 Épreville

Références : 20250528\_VI\_LRPlast\_GPI

Code AIOT : 0005805913

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement LR PLAST implanté Rue JEAN PAUMIER Parc d'activités des Hautes Falaises 76400 Épreville.

La visite, réalisée de manière inopinée, s'inscrivait dans le cadre de l'action nationale 2025 de l'inspection des installations classées, visant à vérifier le respect des dispositions réglementaires relatives à la prévention de la perte de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LR PLAST
- Rue JEAN PAUMIER Parc d'activités des Hautes Falaises 76400 Épreville
- Code AIOT : 0005805913    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société LR Plast effectue des opérations de regroupement et de broyage de déchets de matières plastiques. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du

25/09/2024 et sont soumises aux rubriques n° 2791 et 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Thèmes de l'inspection :** AN25 Prévention pertes GPI | Déchets, Eau de surface

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 4  | Audits des procédures par un organisme accrédité | Code de l'environnement du 12/02/2020, article L.541-15-11-II et D.541-364 | Demande d'action corrective  | 6 Mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                    | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | Typologie des sites industriels   | Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-15-11 |                   |
| 2  | Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361   |                   |
| 3  | Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques        | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-362   |                   |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'exploitant dispose d'équipements destinés à empêcher le rejet de GPI dans l'environnement.

Le jour de la visite, ces équipements et leurs abords étaient souillés de nombreux GPI. L'exploitant a nettoyé les zones correspondantes dans les jours suivant la visite, et s'est engagé à renforcer leur fréquence de nettoyage. L'efficacité et la suffisance des nettoyages pourront être vérifiées lors d'une prochaine visite d'inspection inopinée.

L'exploitant fera réaliser sous 6 mois par un organisme accrédité un audit de ses procédures de prévention des pertes de GPI dans l'environnement, et en publiera une synthèse sur son site internet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Typologie des sites industriels

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-15-11  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025      Prévention des pertes de GPI  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.</p> <p><u>Article D.541-360 :</u></p> <p>Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par :</p> <p>1° " Plastique ", un matériau constitué d'un polymère tel que défini à l'article 3, point 5, du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006, auquel des additifs ou autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui peut jouer le rôle de composant structurel principal de produits finaux, à l'exception des polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés ;</p> <p>2° " Granulés de plastiques industriels ", les matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm ;</p> <p>3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les paillettes de plastiques issues du broyage des déchets peuvent présenter des dimensions inférieures à 1 cm. L'exploitant a déclaré qu'il peut stocker jusqu'à 300 tonnes environ de broyats de plastique. De plus, des billes de plastique peuvent figurer parmi les déchets reçus.</p> <p>Le site est donc concerné par la réglementation sur la prévention de la perte de GPI dans l'environnement.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b>   |

## N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Prévention des pertes de GPI

### **Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.

Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.

Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

### **Constats :**

L'ensemble des zones du site sont susceptibles d'accueillir des GPI :

- la zone extérieure de stockage de déchets avant broyage, puisque ces derniers peuvent contenir des billes de plastique ;
- le bâtiment dans lequel sont effectuées les opérations de broyage ;
- le bâtiment sous lequel sont stockés les déchets de plastique broyés.

Les zones en bâtiment ne sont pas reliées à un réseau d'effluents. Sur les zones extérieures, les avaloirs de collecte des eaux pluviales sont dotés de filtres fabriqués à partir de fond de fûts percés. Ces filtres n'épousent pas tout à fait les bords des avaloirs, ce qui peut permettre aux GPI de pénétrer dans les réseaux d'eaux pluviales.

Toutefois, l'ensemble des eaux pluviales transite ensuite par un filtre spécifiquement dédié au piégeage des GPI, puis par un séparateur d'hydrocarbures, avant de se déverser dans un bassin d'infiltration.

L'exploitant dispose donc d'équipements destinés à empêcher le rejet de GPI dans l'environnement. Le risque est de plus limité au seul bassin d'infiltration, puisqu'il n'y a pas de rejet vers un cours d'eau ou un réseau d'effluents collectif.

Le jour de la visite, les abords du filtre et du séparateur n'avaient pas été correctement nettoyés (voir point de contrôle suivant), ce qui ne permettait pas de juger de l'efficacité de la chaîne de traitement depuis l'installation du filtre. Cette efficacité, et donc l'absence de GPI dans le bassin d'infiltration, pourra être vérifiée lors d'une prochaine visite d'inspection inopinée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-362

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Prévention des pertes de GPI

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;

[...]

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

[...]

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

**Constats :**

Le jour de la visite, le site était globalement propre. Le sol était exempt de GPI, hormis sur quelques zones précises où, d'après l'exploitant, des déversements accidentels avaient eu lieu dans la journée. L'exploitant a déclaré que la zone de stockage de déchets broyés est nettoyée quotidiennement.

Comme indiqué au point de contrôle précédent, le réseau d'eaux pluviales du site est équipé successivement des éléments suivants pour piéger les GPI avant le bassin d'infiltration :

- filtres sous forme de fond de fûts percés sous les avaloirs ;
- filtre en sortie du réseau d'eaux pluviales ;
- séparateur d'hydrocarbures.

Les filtres sous les avaloirs inspectés par sondage étaient globalement en bon état.

L'exploitant a déclaré que le filtre à GPI en sortie du réseau est nettoyé une fois par semaine. Le jour de la visite, le filtre et les abords du filtre étaient souillés de nombreux GPI. L'exploitant a nettoyé la zone et a transmis des photographies de la zone nettoyée dans les jours suivant la visite.

Le jour de la visite, la zone enherbée autour du séparateur d'hydrocarbures était souillée de nombreux GPI. L'exploitant a déclaré qu'au démarrage du site, le filtre à GPI positionné avant le séparateur n'était

pas présent, et qu'il a été ajouté quand l'exploitant s'est rendu compte que le séparateur était saturé par des GPI. Les GPI présents autour du séparateur auraient été répandus accidentellement lors du nettoyage du séparateur. Depuis la mise en place du filtre à GPI, la totalité des GPI seraient piégés par ce filtre, les éventuels GPI résiduels pouvant être retenus par le séparateur d'hydrocarbures sous réserve d'être régulièrement entretenu. L'exploitant a transmis, dans les jours suivant la visite, un document attestant du nettoyage récent du séparateur.

Lors de la visite, quelques GPI étaient présents en surface du bassin d'infiltration. L'exploitant a déclaré qu'ils ont dû parvenir dans le bassin au moment où le séparateur était saturé de GPI (avant que le filtre à GPI soit mis en place), ou bien à la suite d'envols de sacs contenant quelques GPI depuis la zone de stockage de déchets broyés adjacente au bassin. Depuis, le filtre à GPI a été mis en place, et des blocs de béton ont été positionnés entre le bâtiment de stockage des déchets broyés et le bassin, pour empêcher les envols vers ce dernier. L'exploitant a nettoyé le bassin d'infiltration et a transmis des photographies du bassin nettoyé dans les jours suivant la visite.

Il s'est engagé à procéder plus régulièrement au nettoyage du filtre à GPI et de la zone enherbée située autour, ainsi que du bassin d'infiltration si nécessaire.

L'efficacité et la suffisance des actions de nettoyage pourront être vérifiées à l'occasion d'une prochaine visite inopinée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

#### N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/02/2020, article L.541-15-11-II et D.541-364

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      GPI

**Prescription contrôlée :**

Article L.541-15-11-II :

A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

Article D.541-364 :

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.

Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.

Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa.

Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.

L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas fait réaliser l'audit externe de ses procédures de prévention des pertes de GPI dans l'environnement. À la suite de la visite, il a pris contact avec un organisme accrédité qui prévoit d'effectuer l'audit au dernier trimestre 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



L'exploitant fera réaliser l'audit de ses procédures de prévention des pertes de GPI dans l'environnement par un organisme accrédité et publiera une synthèse de l'audit sur son site internet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 Mois